Volonté génocidaire à l'ONU

ISRAËL : UNE NOUVELLE SEMAINE DE GÉNOCIDE

Cette semaine, pendant que la France accueillait l'équipe israélienne et autorisait un gala de l'extrême droite sioniste à Paris, un comité spécial de l'ONU reconnaissait que les méthodes employées par Israël correspondent aux caractéristiques d'un génocide et des locaux financés par la France à Jérusalem étaient détruits, entre autres. On fait le point.

Une volonté génocidaire Le rapport sera présenté en détail demain lundi à l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Il estime, au terme d'une longue enquête, que l'offensive à Gaza utilise bien les méthodes d'un «génocide». «À travers son siège de Gaza, son obstruction de l'aide humanitaire, ses attaques ciblées et en tuant des civils et des travailleurs humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, les ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice et les résolutions du Conseil de sécurité, Israël cause intentionnellement la mort, la famine et des blessures graves», le comité de l'ONU relève une volonté «intentionnelle» de donner la mort.
Destructions d'infrastructures civiles, famine, utilisation de l'intelligence artificielle… Les «caractéristiques d'un génocide», créant un «mélange mortel de crises» sont réunies selon les experts.

70% des victimes sont des femmes et des enfants

Un autre rapport de l'ONU paru quelques jours plus tôt, à l'initiative du Bureau des Droits de l'Homme des Nations Unies, indique avoir constaté que près de 70% des victimes de l'attaque sur Gaza sont des enfants et des femmes. Le rapport évoque «une violation systématique des principes fondamentaux du droit humanitaire international, notamment la distinction et la proportionnalité».
On peut y lire que «les enfants de 0 à 14 ans sont les victimes les plus représentées parmi les victimes vérifiées». Il s'agit bien d'une guerre d'extermination menée prioritairement contre des nouveaux nés et des enfants en bas âge, pour faire disparaître une génération. Le rapport souligne aussi que «80% des victimes

vérifiées ont été tuées dans des immeubles résidentiels» : la mise à mort de civils est parfaitement délibérée. Mais les médias dominants français continuent de nier l'évidence : c'est du négationnisme.

Messianisme généralisé

À propos de la colonisation illégale en Cisjordanie, Yahir Lapid, interrogé par la chaine française LCI, répond : «Ce ne sont pas des colonies car il n'y a jamais eu d'état Palestinien (…) Ce ne sont pas des colonies mais notre terre biblique !»
Lapid n'est pas un ministre du gouvernement de Netanyahou, ni un obscur fanatique d'extrême droite. Il est le chef de l'opposition «de gauche» et considéré comme «laïc» en Israël, par opposition aux mouvements de colons fascistes.
Cette déclaration lunaire signifie que, même du côté des opposants à Netanyahou, le discours messianique qui justifie le vol des terres palestiniennes par des textes religieux, et qui utilise la Bible comme un cadastre donnant tous les droits aux israéliens, est une théorie dominante. Tout la classe politique ou presque adhère à une vision obscurantiste et religieuse du monde.

Une société fasciste

Un sondage publié en août mesurait que 47% des Israéliens de confession juive pensent que leur armée ne devrait pas tenir compte du droit international ni des valeurs morales dans le cadre de l'offensive à Gaza.
En octobre, un sondage révélait que 80% des Israéliens «soutiennent» l'offensive au Liban, et 90% des israéliens juifs. Il n'y a pourtant ni otages, ni Hamas au Liban. En juin, 40% des Israéliens se disaient favorables à ce que leur armée prenne le pouvoir à Gaza après la guerre. En février, l'Institut israélien de la démocratie montrait que 68% des Israéliens juifs s'opposaient au "transfert de l'aide humanitaire à Gaza".
Les chansons les plus écoutées en Israël appellent à exterminer les palestiniens. Les soldats, qui sont des jeunes issus de la société civile, se filment fièrement sur les réseaux sociaux en train de commettre des crimes de guerre, sans la moindre réprobation.
La réalité, c'est que Netanyahou n'est pas isolé dans sa fuite en avant exterminatrice. Il n'a même jamais été aussi populaire. La société israélienne est désormais majoritairement fasciste, raciste,

messianique. Elle adhère ainsi largement à une politique génocidaire et une annexion de Gaza et de la Cisjordanie.

Un député israélien sanctionné

Dans ce climat, rares sont les voix dissidentes. Mais il y a le député communiste israélien Ofer Cassif, le seul élu juif israélien à défendre les droits des palestiniens au Parlement.
Il vient d'être lourdement sanctionné, et a été interdit de toute activité parlementaire – excepté le vote – durant six mois. Une «punition sévère» administrée par le «comité d'éthique de la Knesset». Le député a réagi : «Voilà l'état de la soi-disant démocratie en Israël. Je ne resterai jamais silencieux face aux crimes de guerre, à la famine, aux massacres de Gaza». Mais il est extrêmement seul et isolé.
Ce député dénonce lui aussi une «fascisation croissante de la société israélienne». Et réaffirme sa détermination pour réclamer un cessez-le-feu, la libération des otages et la fin de la colonisation en Palestine. Une position qui devrait être minimale et normale. Mais qui est inaudible en Israël.

Israël détruit les locaux d'une association financée par la France

À Jérusalem Est, Israël a démoli le centre palestinien de l'Association Al-Bustan, une structure soutenue et financée par la France ainsi que 21 collectivités locales françaises. Ce centre a fourni, depuis 4 ans, à plus d'un millier d'enfants et de jeunes des activités culturelles, sportives et un soutien scolaire et psychologique.
La ville de Bagneux, qui finançait cette association, a publié un communiqué d'indignation : «Ce centre culturel et social joue un rôle majeur pour les enfants, les jeunes et leurs familles, dans le contexte de la colonisation croissante dans la commune. C'est une nouvelle terrible violation des droits humains et du droit international».
Cette destruction est aussi une énième provocation délibérée contre la France. Après l'arrestation de deux gendarmes français à Jérusalem, la violation d'un bâtiment français dans la même ville, le meurtre d'un agent consulaire français à Gaza, le bombardement du siège de l'AFP, les menaces… Israël a déjà franchi toutes les lignes rouges, mais les dirigeants français continuent de s'aplatir, avec une soumission sans limite.